

Mexique, élections 2021

Juan Cristóbal Cruz Revueltas
UAEM, Morelos, Mexique

Février 2021

Il n'est pas exagéré de dire que les prochaines élections du 6 juin, au cours desquelles 95 millions de Mexicains seront appelés à voter, constitueront l'un des moments les plus critiques et décisifs de l'histoire récente du Mexique. En plein cœur de la pandémie de COVID, elles définiront non seulement ce qui reste du mandat du président actuel, mais aussi le destin du Mexique pour les prochaines décennies. Pour ceux qui n'ont pas visité le Mexique au cours des deux dernières années, il peut être surprenant que ces élections entraînent autant d'anxiété chez les Mexicains vu que, dans ses débuts, le gouvernement de López Obrador (souvent désigné sous l'*acronyme AMLO*) avait suscité de grands espoirs. Étrange enthousiasme en faveur d'un homme qui, dans sa jeunesse, avait rejoint l'ancien parti hégémonique, le PRI, dans son moment le plus autoritaire, à savoir après les massacres d'étudiants en 1968 et juin 1971. Pire encore, en faveur d'un homme qui, en 1986, était encore membre de ce parti quand s'est produit un autre des jalons de l'autoritarisme de l'époque avec la soi-disant « fraude patriotique » dans l'État de Chihuahua.

Mais quel est réellement l'enjeu des élections de 2021 ? La réponse semble inquiétante. La seule chose qui semble avoir de l'importance pour l'administration actuelle est l'objectif de démanteler la faible démocratie mexicaine afin de parvenir à une concentration maximale du pouvoir entre les mains du seul président. Et cet objectif sera atteint non seulement au moyen de l'affaiblissement de la division des pouvoirs, du fédéralisme et des organes autonomes, mais aussi grâce à la franche dégradation de l'ensemble du système institutionnel de l'État mexicain. Il n'y a que de la myopie sans vision d'État. À noter que déjà, en 2018, MORENA, le parti fondé par AMLO lui-même, avait non seulement obtenu la présidence mais, avec la coalition des partis qui l'accompagnait, avait également réussi à contrôler à la fois la Chambre des députés et le Sénat. Compte tenu de ce résultat, fin 2018, seules subsistaient les ruines des trois grands partis qui avaient dominé la politique mexicaine au cours des dernières décennies. D'autant plus que le 24 décembre de cette même année, quelques jours seulement après la prise de fonction d'Obrador, le gouverneur de l'État de Puebla et son mari, le sénateur Moreno Valle, deux des principales figures de l'opposition, sont décédés des suites de la chute de l'hélicoptère qui les transportait. Pourquoi AMLO, alors qu'il a depuis le début de son gouvernement un degré de contrôle sans précédent depuis l'époque du « tout-puissant » PRI, veut-il encore plus de pouvoir ?

Pour certains, les résultats pourraient justifier cette concentration du pouvoir, mais si l'on se limite à évaluer les effets de ses deux années de mandat, il semble difficile d'obtenir un bilan positif. Ses programmes sociaux phares ont clairement une coupe clientéliste et n'ont pas empêché 10 millions de Mexicains de sombrer dans l'extrême pauvreté. S'agissant de la lutte contre la corruption, une demi-douzaine de membres du cercle le plus restreint du président ont été pointés du doigt pour des actes de corruption graves sans qu'aucune suite ait été donnée aux accusations. En matière de sécurité, le Mexique reste prisonnier d'un problème qui ronge le pays depuis 2006. Selon le spécialiste Alejandro Hope (*El Universal*, 6 janvier 2021), depuis 2018, le Mexique maintient un taux de 3 000 homicides par mois. En outre, seulement pour le premier jour de janvier 2021, le Mexique a comptabilisé 73 personnes assassinées et il est prévisible que, cette année, en raison de son caractère électoral, le crime organisé se mobilisera pour maintenir le contrôle de « ses territoires ». En ce qui concerne la lutte contre le trafic de drogue, en plus du « *culiacanazo* » (une opération obscure dans laquelle un important groupe de trafic de drogue a mis les autorités en échec), le gouvernement Obrador traîne des scandales très notoires qui vont sûrement nuire aux relations avec l'administration Biden. Quant à la promesse de conserver un humble profil, elle n'est guère défendable de la part de celui qui est allé vivre dans le magnifique palais des anciens vice-rois espagnols (acte justement évité par ses prédécesseurs pour ne pas être associé à un symbole si peu démocratique). Il en va de même avec la promesse de respecter l'État de droit, détruite à coups de « consultations populaires », ou bien avec la lutte en faveur de l'environnement, abandonnée au profit du retour aux énergies fossiles les plus polluantes. Mais il est impossible d'ignorer la gestion de l'épidémie de COVID-19 par un président réticent à porter un masque (au point qu'à ce moment-ci, fin janvier, il vient de tomber malade). À l'image de ce qui s'est passé aux États-Unis de Trump, AMLO a constamment essayé de minimiser ce qui est devenu une véritable catastrophe. Avec 134 000 décès en décembre 2020, dont 1800 agents de santé, le Mexique a l'un des taux de létalité les plus élevés au monde, c'est le septième pays par taux de mortalité et l'un de ceux ayant offert le moins de soutien fiscal pour maintenir le tissu économique. Sans considérer que ces chiffres sont très peu fiables : même le sous-secrétaire responsable de la pandémie a dû admettre que le nombre de décès pouvait être trois fois supérieure aux chiffres officiels.

D'un point de vue idéologique, les enjeux des élections ont quelque chose d'énigmatique. Bien qu'il s'agisse dans de nombreux cas d'élections locales, un secteur de son électorat devra répondre par le vote s'il considère réellement AMLO comme un leader de gauche. Si on le juge exclusivement par ses actions et son gouvernement, une longue liste d'indices suggère que ce n'est pas le cas : par exemple, sa proximité trop évidente avec d'anciens cadres du PRI et son alliance avec le PSE (parti confessionnel évangélique et conservateur). Rajoutons à cela le fait que certains des oligarques de toujours (en particulier ceux des grands médias) continuent d'être les grands bénéficiaires du gouvernement actuel. Mais il y a deux indicateurs encore plus clairs. En premier lieu, son mépris constant face à la grande crise de violence à l'égard des femmes que traverse le pays, au point de défendre sans aucune gêne la candidature d'un politicien sur qui pèsent des accusations documentées de viol au poste de gouverneur à l'État du Guerrero. Si l'on met de côté sa manière insistante d'évoquer Mussolini avec émoi (par exemple, dans son discours à l'ONU le 22 septembre 2020), le plus

révélateur encore est sa surprenante affinité avec Trump : même mépris des médias, des contrepoids et de l'*establishment*, obsession de maintenir une communication directe avec ses adeptes et utilisation systématique de mensonges, référence à une supposée époque adamique du pays, priorité au « vrai peuple » sur le reste des citoyens, croyance en la supériorité des instincts du président sur les experts, alliance avec des mouvements évangéliques, rejet similaire de la science et dédain pour le changement climatique. Comme chacun le sait, cette affinité est devenue une sorte de complicité qui a conduit AMLO à maintenir une distance surprenante avec Biden, jusqu'au point d'être l'un des rares dirigeants à ne pas avoir déploré publiquement l'assaut du Capitole .

Compte tenu de cette opacité idéologique, il n'est pas surprenant que le programme qui a dominé les deux années du gouvernement d'AMLO semble peu répondre à la longue et généreuse liste de promesses de sa campagne électorale. Comme nous l'avons dit, il n'est véritablement lisible que du point de vue de la concentration du pouvoir. Prenons, par exemple, la critique de la militarisation de la lutte contre le trafic de drogue, l'une des principales demandes d'AMLO dans l'opposition. Depuis le gouvernement AMLO, la Garde nationale est maintenant placée sous le commandement opérationnel du Secrétariat de la Défense nationale (SEDENA). De plus, Obrador a délégué de multiples tâches aux forces armées telles que la construction de l'aéroport de Santa Lucia, trois sections du « train Maya », la construction des succursales bancaires de Banco del Bienestar, et leur a confié le contrôle des douanes. À cet égard, un intellectuel mexicain bien connu, Héctor Aguilar Camín, souligne : « La logique de cette expansion ne répond plus principalement à la décision de lutter contre la criminalité ou de garantir la sécurité, mais au désir de remplir les fonctions du gouvernement lui-même. » (*Le Milenio*, 12 janvier 2020).

Si l'on peut s'inquiéter de l'objectif à moyen ou long terme de renforcement du rôle de l'armée, l'érosion systématique des freins et contrepoids au pouvoir exécutif jouera un rôle plus clair lors des prochaines élections. À cet égard, plusieurs signes semblent indiquer que le Tribunal électoral est tombé sous le contrôle d'AMLO. Comme l'a observé un ancien ambassadeur mexicain auprès de l'OCDE, Elizondo Mayer-Serra, pour ces élections, le Tribunal électoral « n'a pas accordé le registre aux partis opposés à l'AMLO, mais qu'aux partis alliés » (Réforme du 10 janvier 2020). À noter que ce tribunal sera celui qui résoudra les controverses lors des élections de juin, et tout laisse à penser que la balance est déjà penchée en faveur du gouvernement actuel. Compte tenu de cette absence d'arbitres impartiaux, il n'est pas étonnant que, dans les milieux académiques, cette question soit devenue courante : peut encore considérer le Mexique comme une démocratie ?

En effet, le scénario mexicain pour cette 2021 n'incite guère à l'optimisme. La crise politique mexicaine actuelle a de nombreuses causes : une société civile faible, la permanence au pouvoir des cadres, des groupes politiques et des syndicats qui continuent d'être, directement ou indirectement, les héritiers de l'ancien parti hégémonique (à commencer par AMLO lui-même), des secteurs sociaux entiers récemment appauvris et facilement manipulables, et un système de partis au bord de l'effondrement. Autrement dit, la vague populiste qui commence à décliner avec la défaite de Trump peut encore enterrer le cycle démocratique mexicain

pendant plusieurs décennies. Tels les cas des milliardaires Berlusconi ou Trump, le Mexique montre que le populisme n'est pas tant la radicalisation de la démocratie ou la révolte des exclus contre les élites, c'est avant tout l'instrumentalisation des troubles sociaux en faveur des élites, c'est surtout la révolte des certaines élites contre les limites que leur imposent les principes démocratiques et l'État de droit. Sans aucun doute, l'ancienne classe politique mexicaine était un nid de corruption qui méritait d'être jeté à la poubelle de l'Histoire, le problème c'est qu'avec AMLO elle est toujours là. Plus que toute autre chose, AMLO aura donc été la bouée de sauvetage d'un secteur important de la classe politique mexicaine la plus corrompue et le moyen de promotion sociale d'une nouvelle classe d'opportunistes. Les élections de juin décideront si le Mexique sera de nouveau la proie au XXI^e siècle d'une mauvaise copie de l'ancien gouvernement centralisé et autoritaire qui a sévi la majeure partie du XX^e siècle.